

**SOMMAIRE****ENERGIE – CLIMAT**

- Les verts, les libéraux- démocrates et les travaillistes publient leurs manifestes en vue des élections générales

**ENVIRONNEMENT**

- Les dotations pour la plantation d'arbres sont en baisse au RU

**TRANSPORT**

- Près de 400M£ ne sont pas réclamés par les utilisateurs des transports publics à Londres
- Boris Johnson propose de rouvrir certaines lignes ferroviaires fermées dans les années 1960

**NUMERIQUE**

- Les partis travailliste et conservateur victimes de cyber attaques en pleine période électorale
- Google ne permet plus à la publicité politique de cibler certaines populations en ligne
- Airbus lance un programme d'accélération en cybersécurité en collaboration avec NCSC
- Londres crée une nouvelle plateforme pour faciliter l'innovation entre « boroughs »

**SERVICES PROFESSIONNELS**

- Le président du FRC appelle à une scission opérationnelle des cabinets du Big 4
- Deloitte transfère le pouvoir de fixer la rémunération des auditeurs aux administrateurs

**INDUSTRIE**

- Tata Steel prévoit de supprimer 3000 emplois en Europe
- Le gouvernement britannique est prêt à approuver la prise de contrôle de Cobham par Advent

**FAIT MARQUANT : Les chefs des trois principaux partis ont exposé leur programme économique à l'occasion de la conférence annuelle du MEDEF britannique**

Dans le cadre de la campagne pour les élections générales, Boris Johnson, Jeremy Corbyn (parti travailliste) et Jo Swinson (parti des libéraux démocrates) ont annoncé les grandes lignes économiques de leur programme devant les chefs d'entreprises réunis à la conférence annuelle de la Confédération de l'Industrie Britannique (CBI, syndicat patronal britannique). Boris Johnson a annoncé de multiples allègements fiscaux pour les entreprises : baisse de la cotisation foncière des entreprises, rehaussement de l'abattement des cotisations patronales des petits employeurs de 3 000 à 4 000£ et des crédits d'impôts pour la recherche et la construction. La baisse du taux d'impôts sur les sociétés (de 19 à 17%) est toutefois retardée afin de dégager 6 Md£ pour le NHS. Une hausse des financements pour la R&D a également été annoncée, à hauteur de 18 Md£. De son côté, Jeremy Corbyn a réitéré son intention d'augmenter les impôts sur les plus hauts revenus, d'améliorer le salaire minimum, d'introduire une nouvelle taxe sur les bénéfices de l'industrie pétrolière et de renationaliser une large gamme de services incluant les entreprises et les réseaux énergétiques, les réseaux de bus et les compagnies des eaux. Il a également insisté sur son intention de rendre le réseau internet gratuit pour tous d'ici 10 ans, et souhaite prohiber tout partenariat commercial avec le NHS. Il entend par ailleurs créer un comité d'investissement durable au sein duquel les entreprises seraient représentées. Enfin, Jo Swinson a présenté son parti comme « le parti naturel des entreprises » et a indiqué qu'elle révoquerait le Brexit, notamment afin de préserver la liberté de mouvement, bénéfique à l'industrie britannique. Jo Swinson entend soulager les petits commerces qui louent des locaux en transférant une partie de la charge fiscale sur les propriétaires (suppression de la cotisation foncière des entreprises et instauration d'une taxe sur la propriété foncière). Le parti libéral-démocrate souhaite également créer une banque d'investissements verts, dotée de 5Md£ de fonds publics visant à investir dans la neutralité carbone, et allouer 130Md£ aux grands projets d'infrastructure.

## ENERGIE - CLIMAT

Les trois premiers programmes politiques pour les élections générales de décembre viennent d'être publiés. Ils comportent tous un « energie climat » ambitieux:

- **Le manifeste du parti vert (*Green Party*)** prévoit notamment d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 via l'adoption d'une loi « *Green New deal bill* » au Parlement et la mobilisation de 100Md£ (dont près de 90Md£ empruntés) par an pendant 10 ans. Le *Green Party* s'engage à décarboner tous les secteurs de l'économie d'ici 2030 et non 2050 comme prévu actuellement. Les verts britanniques prônent également l'arrêt de la vente des véhicules thermiques neufs d'ici 2030, la fin des subventions aux énergies fossiles, l'instauration d'un salaire minimum universel de 89£/semaine et l'allocation de 6Md£ supplémentaires par an pour le NHS. Le *Green Party* se présente comme le seul parti politique pro-européen, pro *remain*, capable de répondre à la crise climatique.
- **Les libéraux- démocrates (*Liberal Democrats*)** – présentent leur [manifeste](#) autour de 5 priorités (arrêter le Brexit, faire face à la crise climatique, créer une économie plus juste, donner à tous les enfants les mêmes chances et améliorer le traitement des pathologies mentales). Le programme politique qui prévoit une révolution verte (*green revolution*) prévoit notamment d'avancer la date d'atteinte de la neutralité carbone à 2045, d'investir massivement dans l'isolation des logements d'ici 2030, d'investir dans les énergies renouvelables (levée du moratoire sur l'éolien terrestre), ou encore d'interdire l'extraction de gaz de schiste de manière définitive. Les Lib-dem prévoient également de planter 60M d'arbres par an et d'investir massivement dans les transports publics, d'électrifier les chemins de fer et d'avancer la date d'arrêt des ventes des voitures à énergie fossile d'ici 2030.
- **Le parti travailliste (*Labour*)** a organisé son manifeste autour de 5 thèmes (révolution industrielle verte, refondation des services publics, lutte contre la pauvreté et les inégalités, consultation citoyenne sur le Brexit, définition d'un nouvel internationalisme). Il vise à faire du RU [un leader](#) dans le domaine de la lutte contre le changement climatique en lançant une révolution industrielle verte et à créer 1M d'emplois qualifiés. Il repose sur un développement massif des énergies renouvelables, une amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et une intervention accrue du secteur public dans l'industrie et via des nationalisations dans les services urbains et les transports. Plusieurs dispositifs fiscaux soutiendront cette transition : création d'un fond de 250Md£ pour soutenir les ENR et projets bas-carbone ; création d'une Banque Nationale d'Investissement qui financera des prêts sur 10 ans à hauteur de 250Md£, accompagnement de 800 000 postes d'apprentis spécialisés sur le climat.

## ENVIRONNEMENT

Les dotations pour la plantation d'arbres sont en baisse au RU – alors que les principaux partis politiques rivalisent d'ambition concernant le nombre d'arbres à planter en cas de victoire aux élections générales (30M d'arbres pour les conservateurs et 60M pour les libéraux démocrates), [les derniers chiffres](#) laissent voir une baisse des dotations visant la plantation d'arbres de 20M£/an entre 2015 et 2018. Le Gouvernement conservateur aura donc des difficultés, s'il est réélu, à tenir sa promesse de planter 11M d'arbres entre 2017 et 2022. 132M£ ont été dépensés entre 2017 et 2018 contre 151M£ entre 2014 et 2015.

## TRANSPORT

**Boris Johnson propose de rouvrir certaines lignes ferroviaires fermées dans les années 1960** – Dans le cadre de l'initiative conservatrice « relance des villes délaissées », Boris Johnson a proposé un fonds de 500M£ pour aider à rouvrir certains services ferroviaires voyageurs supprimés à la suite de la revue Beeching des années 1960 – revue qui plaidait pour la fermeture de 55% des gares et 30% des voies. Le fonds est particulièrement destiné à restaurer des voies ferrées dans le nord de l'Angleterre et dans les Midlands, où le premier ministre doit gagner des sièges

travailleurs si les conservateurs veulent obtenir une majorité à la Chambre des communes lors des prochaines élections générales. Boris Johnson propose également 350M€ pour un fonds d'infrastructure cyclable et souhaite lancer un projet pilote où les médecins pourraient prescrire à leurs patients de pratiquer le vélo.

**Près de 400M€ ne sont pas réclamés par les utilisateurs des transports publics à Londres** – Selon Transport for London (TfL), l'autorité organisatrice des transports du Grand Londres, les montants non réclamés sur les cartes « Oyster » s'élèveraient à 400M€ et ont augmenté rapidement en 2014 à la suite de l'introduction du paiement sans contact comme moyen d'accès au réseau londonien. Traditionnellement, les voyageurs naviguent dans les transports publics londoniens grâce à la carte « Oyster », obtenue en versant une caution de 5£ et rechargée périodiquement. Aussi, tant les cautions (197M€) que les soldes (191M€) inutilisés peuvent être réclamés par les voyageurs. Il convient toutefois de noter que 60% des voyages sont désormais « sans contact », dont 20% sont réalisés avec des appareils mobiles (téléphones, montres etc.)



**Les partis travailliste et conservateur victimes de cyber attaques en pleine période électorale** – Le Labour Party a été victime de deux [cyber attaques](#) consécutives lundi 11 et mardi 12 novembre et le Conservative Party d'une cyber attaque le 12 novembre. Les serveurs du parti travailliste ont subi une attaque de type *Distributed Denial of Service* (DDoS) : une armée d'ordinateurs se connecte simultanément pour perturber le trafic normal d'un serveur occasionnant son ralentissement voire son arrêt. L'attaque contre les travaillistes proviendrait vraisemblablement de la Russie ou du Brésil. Pour autant, Boris Johnson continue de retarder la publication d'un rapport sur l'ingérence russe dans la politique britannique, rédigé par la commission parlementaire sur le renseignement et la sécurité. Il contiendrait notamment des allégations sur des tentatives d'influence sur le référendum de 2016 et les élections de 2017. Le NCSC (National Cyber Security Center) en a profité pour re-informer l'ensemble des partis sur les risques en matière de cyber sécurité.

**Google ne permet plus à la publicité politique de cibler certaines populations en ligne** – Google s'est engagé, dans la semaine, à empêcher les annonceurs de publicité politiques au Royaume-Uni de cibler précisément des internautes en fonction de leur âge, genre et localisation, ou à partir de leurs propres listes de contacts en interne. Google a annoncé appliquer ces nouvelles règles progressivement à d'autres régions (Union Européenne d'ici la fin de l'année, reste du monde janvier 2020). Le géant américain s'est également engagé à réagir aux annonces publicitaires dont les déclarations sont clairement trompeuses, une prise de position qui contraste avec la récente déclaration de Mark Zuckerberg qui refuse que Facebook joue le rôle de « fact-checker ». Ce n'est pas la politique de Twitter, qui a annoncé qu'il sanctionnerait le parti conservateur britannique s'il trompait à nouveau le public. Ce dernier a en effet profité du débat entre Jeremy Corbyn et Boris Johnson de mardi soir pour transformer la page de son compte Twitter en service de « fact-checking » afin de mettre en avant les propositions de son parti et décrédibiliser les annonces du parti travailliste. Le Ministre des Affaires Etrangères Dominic Raab a défendu son parti en déclarant que « tout le monde se fout des réseaux sociaux ».

**Airbus lance un programme d'accélération en cybersécurité en collaboration avec NCSC** – Airbus a annoncé le lancement d'un [programme d'accélération](#) en matière de cybersécurité, focalisé sur les comportements humains. Il pourra compter sur une équipe spécialisée en psychologie cognitive, qui va travailler en collaboration avec le *National Cyber Security Centre* (NCSC) pour aider à faire des employés les « maillons forts de la cybersécurité d'une organisation ». Le géant de l'aéronautique s'est également rapproché d'équipes de recherche et d'entreprises pour conduire à bien ce programme. Il fait suite à l'ouverture du centre d'innovation d'Airbus au pays de Galles en avril 2019, le Cyber Innovation Hub.

**Londres crée une nouvelle plateforme pour faciliter l'innovation entre « boroughs »** – Le LOTI (London Office for Technology and Innovation) vient de publier un nouvel ensemble d'outils intitulé « City Tools : London », à destination des 32 « boroughs » de Londres. La plateforme, développée par Bloomberg Associates, a vocation à aider les différents quartiers de Londres à se coordonner en matière de technologie pour améliorer la qualité des services publics. En effet, ces derniers sont souvent fournis par des contractuels ou en interne grâce à des logiciels et matériels technologiques, sans qu'il y ait de concertation préalable entre les autorités municipales. [« City Tools : London »](#)

devrait permettre de centraliser les informations sur les commandes publiques de logiciels et de matériels technologiques, mais aussi de communiquer sur les atouts et bonnes pratiques de certains quartiers. Cela leur permettra d'échanger sur la qualité des services des différents fournisseurs, de s'entraider en fonction des besoins de chaque quartier et d'apprendre des meilleures pratiques de chacun.



**Le président du *Financial Reporting Council* appelle à une scission opérationnelle des cabinets du Big 4** – Le président du régulateur comptable britannique, S. Dingemans, a [appelé](#) à « une séparation opérationnelle du Big 4 au minimum, si ce n'est du Big 6 » dans le cadre des réformes visant à améliorer la qualité des audits. Il a en outre critiqué la proposition de l'autorité de la concurrence britannique (la CMA) de mettre en place un système de co-audit obligatoire pour le FTSE 250 entre le Big 4 et les cabinets de taille intermédiaire « dans la mesure où les audits conjoints génèrent une confusion des responsabilités et des coûts supplémentaires sans vraie valeur ajoutée ». Le gouvernement britannique a par ailleurs envoyé une liste de [questions](#) aux cabinets du Big 6 (détail des plans de contingence en cas de faillite, niveau de fonds propres, garantie du réseau international et des activités non-audit) afin d'évaluer leur capacité à résister à une éventuelle scission de leurs activités.

**Deloitte transfère le pouvoir de fixer la rémunération des auditeurs aux administrateurs du cabinet** – Les membres non-exécutifs du conseil d'administration de Deloitte devraient avoir le dernier mot sur la rémunération et les bonus des auditeurs du cabinet afin de lutter contre les éventuels conflits d'intérêt entre les branches « audit » et « conseil ». Les administrateurs devraient entamer une revue des rémunérations individuelles des associés du cabinet et des modalités de fixation de ces rémunérations. Cette annonce intervient dans un contexte où l'institut des experts-comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles (*Institute of Chartered Accountants of England and Wales*) a appelé les directeurs non-exécutifs du Big 4 à faire davantage pour lutter contre les conflits d'intérêt et préserver l'indépendance de la branche audit des cabinets. Deloitte est le premier cabinet du Big 4 à prendre un tel engagement.



**Tata Steel prévoit de supprimer 3000 emplois en Europe** - Tata Steel prévoit de supprimer 3 000 emplois en Europe, notamment au RU et aux Pays-Bas. Les deux tiers des suppressions devraient concerner des employés de bureau mais le syndicat des métallurgistes britanniques, *Community*, appelle à davantage de précisions. La hausse du coût des matières premières et la chute des prix de l'acier – aggravée par une augmentation des importations de métal bon marché – ont grevé les bénéfices de Tata Steel. Les conditions du marché sont d'autant plus difficiles que les commandes dans des domaines clés, telle que la construction automobile, ont ralenti, notamment en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. En plus du ralentissement de l'activité manufacturière, les sidérurgistes européens doivent compenser leurs émissions et font face à une hausse du prix des quotas sur le marché carbone (EU ETS). Tata a enregistré une perte globale avant impôts de 191 M£ au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Son objectif est d'atteindre un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements de 750 M£ pour l'exercice financier 2020/2021 en montant en gamme, c'est-à-dire en augmentant les ventes d'aciers à plus forte valeur ajoutée, et en réduisant les coûts d'approvisionnement.

**Le gouvernement britannique est prêt à approuver la prise de contrôle de Cobham par Advent** - Le gouvernement de Boris Johnson entend autoriser l'acquisition de Cobham, le fournisseur britannique aéronautique et de défense, par le groupe américain Advent International, à condition que ce dernier renforce la sécurité autour des sites sensibles et informe le ministère de la Défense de tout projet de vente de l'entreprise. Cette décision fait suite à une enquête de trois semaines sur les répercussions de la prise de contrôle sur la sécurité nationale. Cobham, évalué à 4Md£, emploie plus de 10 000 personnes et constitue un fournisseur clé de composants pour l'avion de chasse F-35 mais également pour les avions passagers d'Airbus. L'accord constitue la première prise de contrôle d'une société stratégique britannique depuis que B. Johnson a pris ses fonctions de Premier ministre en juillet. La décision du ministre fait désormais l'objet d'une consultation publique jusqu'au 17 décembre.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Rédigé par :** Gautier Houel (énergie, climat, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



**Contact :** Christian Fatras, Conseiller économique, [christian.fatras@dgtresor.gouv.fr](mailto:christian.fatras@dgtresor.gouv.fr)



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury\\_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)